



REVUE DE PRESSE

Semaine du 18 septembre 2017

ATTENTION: revue de presse incomplète, Petit Journal NON reçu

SALIES-DU-SALAT

Forum intercommunal: culture et des loisirs



A Aspet, l'édition 2016 avait été un succès (photoDR)

Samedi 23 septembre, aura lieu à Salies-du-Salat le premier forum des associations de la Communauté de Communes Cagire Garonne Salat.

A quelques jours de cette manifestation où sont attendus 80 associations, François Arcangeli, président de la communauté de communes évoque le double objectif de ce forum, un temps fort de communication et d'échange: «c'est d'abord un bon moyen de faire découvrir à la population toute la richesse et la variété parfois méconnues de la vie associative du territoire, à fortiori avec un territoire élargi

depuis la fusion des intercommunalités. Mais c'est aussi l'occasion pour les associations de se rencontrer entre elles. Un moment convivial entre bénévoles et professionnels qui œuvrent tout au long de l'année à faire de notre territoire un lieu de partage dynamique autour des activités proposées qu'elles soient culturelles ou sportives, environnementales ou sociales...» Animations et démonstrations se succéderont toute la journée dans le centre ville de Salies autour de trois chapiteaux: de la musique, de la boxe, de la danse, du football, du tennis, du golf mais aussi du tir à l'arc, de

la sophrologie et la possibilité de visiter les Thermes. A noter à 11h l'organisation d'un minitrail pour les 6-12 ans (collation et surprises pour tous les participants).

«C'est une belle journée qui nous attend, attractive et ludique avec de nombreuses animations», souligne François Arcangeli. «Cette année, c'est à Salies-du-Salat que cela se passe mais ce forum bougera d'année en année sur tout le territoire Cagire Garonne Salat».

Pour découvrir, s'initier et adhérer, rendez-vous samedi prochain de 10h à 17h à Salies-du-Salat.

Mercredi 20 septembre 2017 • LA DÉPÊCHE DU MIDI .29

SALIES-DU-SALAT

Les assos sortent de chez elles

LE RENDEZ-VOUS

La communauté de communes Cagire-Garonne-Salat organise son premier Forum intercommunal des associations, samedi 23 septembre, à Salies-du-Salat.

Notre territoire fusionné bénéficie d'un tissu associatif très dynamique : plus de 250 associations actives, dans des domaines aussi variés que les activités sportives, artistiques, liées à la nature ou encore à l'animation des villages.

La communauté de communes a donc souhaité organiser un forum afin de valoriser l'investissement des bénévoles et de favoriser les rencontres et les échanges entre les associations et les habitants des 55 communes.

Le 23 septembre, à Salies, entre l'office de tourisme et le rond-point des Thermes, de 10h à 17h, plus de 75 associations seront au rendez-vous pour proposer des initiations et des démonstrations : boxe, spéléologie, danse country, judo, randonnée, activités manuelles, musicales et théâtrales, patrimoine... Un mini-



L'an dernier, le forum des associations de l'ex-canton d'Aspet avait eu lieu au Bois-Perché.

trail est organisé pour les enfants à partir de 11h, et les pompiers effectueront une démonstration avec leur camion à 15 h.

Des moments forts

En marge de ces animations, des moments forts rythmeront la journée, via des interventions en continu sur le podium central (devant l'école primaire) ou sur les allées des marronniers.

Afin de mettre en lumière les associations, un animateur in-

terviewera des bénévoles à leur stand et avant chaque démonstration.

Buvette et restauration seront prises en charge par des associations du territoire. Les inscriptions et les adhésions seront possibles sur les stands tout au long de la journée. Le moment ou jamais de choisir son activité pour la saison à venir !

Le programme des animations de la journée est disponible sur www.cagiregaronnesalat.fr.

Christine Bories

ASPET

Au pied du Cagire

EXPOSITION > « Papillon des Pyrénées ». L'Office de Tourisme du Canton d'Aspet en partenariat avec la Communauté de communes Cagire-Garonne-Salat présente, jusqu'au samedi 30 septembre, une exposition à partir du livre de Jean-Louis Fourès des éditions La Cassignole, intitulé « Papillons des Pyrénées ». Horaires d'ouverture : mardi et vendredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30, le mercredi de 9 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30, le jeudi de 10 heures à 12 h 30 et le samedi 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures.



En admiration devant les différents papillons. / photo DDM.RP

26. LA DÉPÊCHE DU MIDI • Jeudi 21 septembre 2017.

LUCHON

La rentrée
des balles
jaunes

• page 28

SALIES-DU-SALAT

Ensemble
pour le forum
associatif

• page 29

THÈBES

Un nouveau maire
pour la commune

• page 27

LA DÉPÊCHE

DU MIDI
COMMINGES

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2017 Agence de Saint-Gaudens, tél : 05 61 94 66 32 • redaction.saint-gaudens@ladepeche.fr

Laure Vigneaux fait son bilan

À mi-mandat, la maire de Miramont-de-Comminges fait le point

• page 25

SAINT-GAUDENS

L'art pour tous avec Pronomades

Aujourd'hui à Saint-Gaudens, l'artiste Johann Le Guillerm, en partenariat avec Pronomade(s), propose sa «transumante». Une sculpture géante en bois va déambuler dans les rues. Un happening gratuit pour découvrir l'art moderne.

• page 24



Les artistes préparent leur spectacle. / Photo DR, Raoulas Daniel

Johann Le Guillerm

«Le cirque me quitte»

ARTS DE LA RUE



Sans clou ni vis, «La Transumante» se déploiera mercredi à Saint-Gaudens.

l'essentiel ▼ En recherche constante, l'artiste acrobate Johann Le Guillerm tient en équilibres secrets et guide une mystérieuse secrète dans les rues de Saint-Gaudens...

Dresseur d'objets et d'un corps qui lui obéit toujours à 48 ans, Johann Le Guillerm a passé la semaine sur le pré de Lestelle de Saint-Martory, Haute-Garonne. Son chapiteau vert abritait son dernier spectacle, « Secret (temps2) ». S'il ne chausse plus les poulaines d'acier qui ont fait sa notoriété (et lui protégeaient les pieds au temps où il jonglait avec sabre et hachoir), on a pu retrouver l'esprit et l'originalité de ce Sarthois, chaque création se nourrissant de la précédente. Et le voici juché sur un grand pliage de bois en accordéon, dans un équilibre forcé-

secret. Mystère, recherche, ils sont aussi dans la manière qu'a cet ancien de la compagnie Archaos de parler de sa discipline : « Ce qu'était le cirque pour moi, un ensemble de pratiques peu usitées, disparaît puisque la pratique circassienne est de moins en moins minoritaire. Il disparaît en se multipliant et en entrant dans les théâtres... Je ne quitte pas le cirque, c'est lui qui me quitte ! dit-il sans amertume, je jongle encore, avec des avions en papier ».

Comment elle tient ?

Pas question pour autant de tourner en rond. Son premier tour du monde était solitaire, à la rencontre de populations inadaptées. Aujourd'hui, les projets de sa compagnie basée à Paris sont demandés de Copenhague à Buenos Aires, et bientôt Montréal, sur une

route passant par le Comminges à la demande de « Pronomade(s) », le Centre national des arts de la rue.

La rue, Johann Le Guillerm et ses complices la prendront mercredi à Saint-Gaudens (31), sous « La transumante »*, partie « architexturée » de son programme composée de 150 carrelets de bois de 3 m de long, tenant sans clou ni vis par la seule science de l'enchevêtrement.



L'artiste en Comminges

Qu'elle tienne, d'accord, mais qu'elle progresse, il faut le voir pour le croire. Sans menacer l'équilibre, les éléments de l'arrière sont déplacés et repositionnés à l'avant, formant « comme une maille très souple », dit Johann, en tricotant du doigt ses deux ultrafines tresses.

Pierre Mathieu

* À voir le 20 septembre en 3 mouvements, à 11h, 16h et 18h. Gratuit.

PRONOMADE(S) > Arts et culture au vert. Au service de « ceux qui vivent là », c'est-à-dire au sud de la Haute-Garonne, la structure Pronomade(s) vit sa 18e saison de mai à décembre. Porteuse d'un projet artistique et culturel, codirigée par le duo Marion Vian et Philippe Saunier-Borrell, elle « invite à voyager sur place, guidé par des artistes venus d'ici et d'ailleurs » et cultive l'originalité dans tous les recoins de son territoire. Centre national des arts de la rue... et de la route comme on le verra, fin sep-

tembre en Volvestre avec « Les Etranges », Pronomade(s) invite ainsi « Les Arts Oseurs » le 30 septembre à Luchon dans une évocation des femmes tondues des années 40, puis Alban de Tournadre dans un atelier de charpentier (5 et 6 oct. à Montoulieu Saint-Bernard), puis un drôle de bal sur des courts de tennis désaffectés (le 7 à Martres-Tolosane), et encore des marionnettes dans les vitrines de Carbonne (le 14). À suivre sur leur programme www.pronomades.org et au tél. 05 61 79 95 50.

Pronomade(s)

La Transumante, architecture mouvante

Après un passage à Lestelle de Saint-Martory, Johann Le Guillerm sera présent aujourd'hui à Saint-Gaudens. L'artiste est hors-norme, inclassable. À la frontière entre le cirque et la danse. Il mêle art contemporain et artisanat d'une rare exception. Il est le maître d'œuvre de la Transumante, une pièce composée de cent cinquante carrelets de bois de trois mètres de longueur, et manipulée en direct par une dizaine de personnes. Sans clou, ni vis, ni colle, ni corde... l'œuvre ne tient que par la simple pression des bois, assemblés les uns contre les autres. À la fois solide et fragile, brut et sophistiqué, ce monument éphémère va traverser la ville une journée entière et risque bien de créer ici et là quelques rassemblements de personnes curieuses, intriguées, contemplatives.

Une journée en ville

Avec cette animation, l'association Pronomade(s) offre l'art à tous partout. L'installation est en continu aujourd'hui, suivant trois mouvements : 11h à la place Saint Raymond ; 16h à la place Jean Jaurès et 18h à la place Bar-



La transumante est composée de 150 carrelets. / Photo DR D.Raoulas

bastro. Pour les spectateurs, tout est gratuit. Chacun pourra y rester le temps qu'il le souhaite, en fonction de ses envies et de sa sensibilité face à l'œuvre, qui peut déconter les non-initiés.

Chaque étape de la journée correspond à une mutation de l'œuvre. Dans ce processus réside la poésie de la transumante qui de visu peut ressembler à un insecte géant.

Joan Le Guillerm est un artiste

reconnu internationalement, il a créé cette œuvre dans le cadre de la nuit Blanche de Paris. Il effectue depuis 2011 une résidence dans le jardin d'agronomie tropicale.

Toute la journée, la structure imposante déambulera dans les rues de Saint-Gaudens, cela pourrait de manière épisodique perturber la circulation sur certains axes de la ville.

AUZAS

Nous, par KthaCie

PRONOMADE(S)



Public et artistes prêts pour les 626 questions de Ktha Cie.

Imperceptiblement, le cercle se rétrécit dans le tout petit théâtre de Ktha Cie, tandis que grandit la proximité entre les 45 spectateurs et les deux comédiens. «Ça va ? Est-ce que je peux te poser une question ?» Ce sont les premières des 626 questions du spectacle *Nous*, présenté par Pronomade(s), vendredi 8 septembre. Le long fleuve d'interrogations coule dans les trois rangées de sièges, frôlant l'un, percutant l'autre, appelant une réponse peut-être, une réflexion plus sûrement, à chacun la sienne, exprimée ou tue, entre approbation et réfutation, simple réplique ou absence de répartie... Le flot de questions entraîne sur son pas-

sage un déferlement de réactions complices, interloquées, gênées ou amusées, il rejette sur la rive un «no comment» ou un sourire, car il faut bien quelquefois une plage de repos. De la violence dans notre société au café avec ou sans sucre, du «tomber amoureux» au «s'élever amoureux», du «qu'est-ce qu'on fait ?» au «est-ce que les rêves ont une taille ?», la réponse n'est jamais dans «un nous homogène» mais toujours dans la pensée suscitée. L'un des acteurs témoigne en fin de spectacle de «toute la richesse qu'apporte le texte de Nicolas Vercken».

Régine Blancard

> Contact Pronomade(s) 05 61 79 95 50 ou www.pronomades.org.

Cousines et artistes : estampes à l'abbaye

EXPOSITION

Depuis vendredi 1er septembre, l'abbaye de Bonnefont accueille l'exposition «La vie dans le creux». Pendant un mois, Mélissa Tresse et Iris Miranda font ainsi découvrir leurs estampes contemporaines. Les deux artistes étant cousines, elles ont associé leurs savoirs et compétences pour développer leur travail et organiser cette exposition. «Nous étions dans la gravure technique, explique Mélissa Tresse. Par la mise en commun de nos connaissances, nous voulions sortir et présenter nos œuvres dans un autre univers. La pierre, le bois sont des matériaux très simples. Travaillant l'encre sur papier, je cherchais une autre voie pour aborder la nature, l'humain, l'animal sur tous les aspects.»

Place à l'imaginaire

Iris Miranda précise : « Ces expositions sont importantes car nous passons notre vie à l'atelier, penchées sur nos plaques. Par cette présentation, notre tra-



L'abbaye de Bonnefont accueille ce mois-ci les estampes de Mélissa Tresse et Iris Miranda.

vail prend tout son sens. Ces estampes racontent ce que l'on a envie, on laisse la place à l'imaginaire, à l'abstrait. Cela explique notre univers, chacun y donne sa lecture, son interprétation. »

Après leur avoir souhaité la bienvenue, Anne Bergamelli a affirmé que Mélissa Tresse et Iris Miranda ont « magnifiquement envahi cette abbaye, par le positionnement de leur travail à travers les différents lieux. » Avant d'ajouter, en s'adressant

aux deux artistes : «Le mariage entre ces murs et ce que vous faites est une réussite. Vous avez placé vos œuvres avec beaucoup de goût. »

Raymond Nomdedeu et Chantal Rivière firent également part de leur satisfaction à les recevoir.

> **Durant le mois de septembre, exposition à l'abbaye de Bonnefont. Ouvert du mercredi au dimanche de 14h à 18h. Tarif d'entrée de l'abbaye.**

Bernard Desjardins.

La culture comme lien de l'Occitanie



Le ministre Jean-Jacques Aillagon avec Laurent Roturier, directeur régional des affaires culturelles d'Occitanie aux côtés de Marie-France Marchand-Baylet, vice-présidente du Groupe Dépêche et de Jean-Benoît Baylet, directeur délégué du Groupe. Les deux conférenciers ont ensuite échangé avec le public issu essentiellement du monde culturel régional. / Photos DDM, Michel Viala

La septième édition des Rencontres d'Occitanie qui se tenait hier au siège de La Dépêche du Midi accueillait l'ancien ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon et Laurent Roturier, directeur régional des affaires culturelles (Drac) d'Occitanie. Ils ont exposé leur vision de la stratégie culturelle du territoire régional devant plus d'une centaine d'acteurs du monde culturel venus de toute la région Occitanie. Le ministre est aujourd'hui le conseiller de François Pinault dans ses activités artistiques et culturelles. Il avait auparavant dirigé Palazzo Grassi, à Venise, où est présentée la collection d'art contemporain de François

Pinault. Jean-Jacques Aillagon s'est dit convaincu de la « mission impérieuse » de la culture dans l'aménagement des territoires. « C'est un facteur de cohésion des citoyens et de la société surtout dans les territoires qui sont le moins bien dotés en matière culturelle comme ceux ayant subi la désindustrialisation dans l'Est de la France par exemple », a poursuivi Jean-Jacques Aillagon. Il a d'ailleurs rappelé que la création du ministère de la Culture en 1959 par André Malraux s'était fixée comme objectif l'égalité d'accès et la mise à disposition de tous des œuvres de l'art et de l'esprit. Il s'agit de l'action quotidienne des directions régionales des affaires

culturelles. « Mais l'action du ministre est importante. D'ailleurs Françoise Nyssen, la nouvelle ministre de la Culture, a choisi l'Occitanie pour réaliser sa première visite en région. Ce n'est pas un hasard car la région est riche » a noté Jean-Jacques Aillagon.

L'initiative privée et les particuliers

En effet, avec 4 900 monuments inscrits classés et 20 % des sites Unesco français sur son territoire, l'Occitanie est la seconde plus riche région de France sur le plan patrimonial. « Un atout souvent

méconnu des habitants même de la région mais qui doit servir son rayonnement ainsi que le tourisme » a rappelé Laurent Roturier, le Drac. Et de rappeler les grands enjeux d'aménagement culturel du territoire occitan : « Garantir l'accès à la culture à tous, même aux territoires éloignés des métropoles ; lancer un chantier patrimonial pour améliorer les entrées de ville et stopper le mitage des paysages ruraux avec des lotissements ; enfin, diversifier les sources de financement pour les actions culturelles ».

La mission culturelle : rendre l'art accessible au plus grand nombre sur tout le territoire.

C'est d'ailleurs Jean-Jacques Aillagon, alors ministre, qui est à l'origine de la loi sur les fondations et le mécénat. À l'heure où les ressources publiques sont restreintes, la mobilisation de tous les acteurs tels que l'État, les collectivités locales, les entreprises mais aussi les particuliers est indispensable pour dégager des moyens pour préserver et transmettre le patrimoine aux générations futures. « Le financement participatif des particuliers est un levier financier en devenir et permet d'associer un nombre croissant de citoyens à l'action culturelle. Encourageons-le ! » a conclu Laurent Roturier. *Gil Bousquet*

«L'identité de l'Occitanie est une réalité»

Cette rencontre unique qui réunissait un ancien ministre de la Culture avec le Directeur régional des affaires culturelles (Drac) a été l'occasion pour de nombreux acteurs du secteur culturel d'échanger leur vision sur l'avenir de l'aménagement culturel du territoire. Ainsi, Jean-Louis Chauzy, le président du conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) a prévenu que la fusion des deux anciennes régions qui ont donné naissance à l'Occitanie ne réussira que sous une triple condition : « Que les popula-

tions partagent un sentiment d'appartenance et de fierté en développant notamment la politique de grands sites au-delà des deux métropoles ; recréer de l'emploi pour fixer les populations et donc la culture et enfin ne pas hésiter à être ambitieux sur les signatures architecturales à l'image du grand théâtre d'Albi qui a redonné de la fierté aux Albigeois ». Pour Jean-Jacques Aillagon, l'Occitanie devrait pouvoir relever ce défi de l'unité culturelle de son nouveau territoire car « l'Occitanie correspond à

une réalité historique qui facilitera d'autant son appropriation par les habitants ».

Les Drac au cœur du territoire

De son côté la maire de Vieille Toulouse, Mireille Garcia dont la commune présente un riche patrimoine archéologique a plaidé pour la constitution de groupes de travail au sein de la Drac pour aider les communes à mener à bien des projets culturels, souvent lourds pour les petites collectivités locales. Laurent Roturier, le Drac

d'Occitanie, a alors proposé d'échanger avec les collectivités dans le cadre des conventions Territoires-Culture. Une vision partagée par l'ancien ministre qui a plaidé pour que l'« on évite à tout prix l'assèchement des relations entre les collectivités, l'Etat et les acteurs du monde de la culture grâce justement à l'action de terrain des Drac ». Signe de l'union des deux anciennes régions, la Drac travaille sur un projet culturel itinérant le long du canal du Midi, trait d'union entre l'ex Midi-Pyrénées et le Languedoc.

« Culture : l'Occitanie est bien armée »

ENTRETIEN

JEAN-JACQUES AILLAGON
ANCIEN MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

l'essentiel L'ancien ministre de la Culture et de la Communication du gouvernement Raffarin sous Jacques Chirac, Jean-Jacques Aillagon est diplômé d'une maîtrise d'histoire moderne de l'université de Toulouse et d'un CAPES d'histoire géographique. Après avoir enseigné à Tulle en Corrèze, il a rejoint la haute administration culturelle jusqu'à devenir ministre. Il intervient demain à La Dépêche du Midi dans le cadre des 7^{es} Rencontres d'Occitanie sur le thème : « Les nouveaux enjeux culturels pour les territoires ».

En tant que ministre, vous avez été l'initiateur de la décentralisation culturelle. Pourquoi avez-vous souhaité rapprocher l'action culturelle des régions ?

Tout d'abord parce que j'ai une conviction démocratique à cet égard. L'État et ses établissements ne peuvent pas limiter leurs actions à Paris même si notre pays est frappé par une forte tradition de centralisation. Aujourd'hui, on ne peut pas imaginer que l'État, quand il met en œuvre des politiques, ne se préoccupe pas de prendre en compte les préoccupations de l'ensemble des citoyens où qu'ils habitent. C'est un devoir démocratique, le devoir de la République pour l'État que de penser l'aménagement culturel du territoire de façon large.

Ce mouvement est-il poursuivi aujourd'hui ?

J'ai le sentiment que mes successeurs n'ont pas toujours été aussi attachés à l'aménagement culturel du territoire. Françoise Nyssen, la nouvelle ministre de la Culture, se sent, elle, totalement impliquée dans les missions du ministère de la Culture sur l'ensemble du territoire. Elle est d'ailleurs très présente en régions pour mieux comprendre la vie culturelle de notre pays et encourager les initiatives qui marquent la présence de l'État partout. Mais attention, la présence de l'État n'est pas exclusive. Il faut bien avoir à l'esprit le rôle fondamental des collectivités locales comme les communes, les départements et les Régions et parfois des initiatives privées qui jouent un rôle très important dans l'animation culturelle du territoire. Ces acteurs ont une



conscience très vive de leur devoir mais l'État demeure un animateur de l'action de tous ces acteurs. Cette ambition territoriale doit être prise à bras-le-corps par le ministère de la Culture.

Les établissements publics de la Culture doivent-ils aussi s'inscrire dans cette démarche ?

C'est en tout cas ma vision. Dans les établissements que j'ai dirigés comme le centre Georges Pompidou j'ai estimé que l'action culturelle de l'État est aussi formée par la réunion de ses grands établissements. L'action du centre Pompidou ne pouvait pas se limiter au seul territoire parisien. C'est ainsi que nous avons engagé une coopération ambitieuse avec le mu-

sée des Abattoirs de Toulouse dont une bonne partie de la collection provient du dépôt du centre Pompidou. Cette initiative a aussi été dupliquée à Lyon, à Marseille, à Villeneuve d'Ascq, à Rouen, à Bordeaux... jusqu'à ce que l'établissement se dote d'une antenne permanente en région avec le Centre Pompidou Metz. C'est aussi dans cet esprit qu'est née l'idée du Louvre à Lens. Président du château de Versailles j'avais engagé une action de décentralisation à Arras.

La constitution des grandes régions va-t-elle permettre aux régions d'être davantage à la manœuvre de la politique culturelle ?

Je le souhaiterais grandement car il est évi-

dent que les grandes régions ont une capacité stratégique plus grande que les petites collectivités. La région Occitanie a une grande cohérence historique ce qui rend plus aisé cet exercice de conduite de politique culturelle. C'est le Languedoc de l'Ancien régime avec quelques variantes notamment pour le Roussillon faisant de l'Occitanie d'aujourd'hui un territoire cohérent en termes de culture. La région Occitanie me semble parmi les régions françaises l'une des mieux armées pour mettre en œuvre une ambition stratégique en matière culturelle car elle recouvre un territoire qui a la cohérence dans ses gènes.

En termes de stratégie régionale faut-il s'appuyer sur de grandes marques

comme le Louvre et s'en servir de locomotives ou bien capitaliser sur les forces régionales ?

Il est nécessaire de mener les deux actions en parallèle. Il est évident qu'il ne pourra pas y avoir autant de Louvre qu'il y a des régions. En Occitanie, il existe un réseau conséquent d'institutions significatives. Toulouse est porteuse d'une grande tradition dans le domaine de la musique. Rodez a vu son image révolutionnée par la création du musée Soulages et par la rénovation du musée Fenaille qui ont été un facteur de développement du tourisme. Albi avec son

“

« C'est le devoir de la République que de penser l'aménagement culturel du territoire ».

inscription sur la liste du patrimoine mondial ambitionne de capter un tourisme plus conséquent. La Cité de Carcassonne est un des sites les plus visités de France... dans cette région se pose davantage la question de la valorisation de ce qui existe.

Comment faire entrer la culture dans les quartiers difficiles ?

Il ne faut jamais se résigner à ce que des territoires soient fermés à la culture. En tant qu'ancien professeur j'ai toujours pensé que l'école avait un rôle essentiel à jouer puisqu'elle doit être l'espace de réduction des inégalités. Certains enfants n'ont pas la chance d'avoir une famille qui leur ouvre les fenêtres vers la culture. C'est donc à l'école d'abord de jouer ce rôle de compensateur. Emmanuel Macron a d'ailleurs placé l'éducation artistique et culturelle au centre de ses préoccupations.

Les entreprises ont-elles un rôle à jouer en matière de culture ?

Je suis l'auteur de la loi de 2003 sur le mécénat et les fondations qui incite aux actions culturelles dans les entreprises. Cela améliore la qualité de vie au travail et renforce l'image des entreprises auprès du public.

Recueilli par Gil Bousquet

contact@rencontres-occitanie.fr

zoom

UN DRAC ANCRÉ DANS SA RÉGION

Laurent Roturier a été nommé le 1^{er} janvier 2016 Directeur régional des affaires culturelles (Drac) d'Occitanie dont le siège a été fixé à Montpellier. Il était Drac de l'ancienne région Midi-Pyrénées depuis 2013. Il préside aussi l'association nationale des Drac de France. Après avoir intégré l'École normale des instituteurs de Gironde, il est aussi diplômé de l'Institut national des études territoriales et a rejoint le ministère de la Culture comme conseiller du Drac d'Aquitaine.

Directeur régional des affaires culturelles

« 20 % des sites Unesco français se trouvent dans notre région »

Pouvez-vous rappeler les grandes missions de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) ?

La Drac est un service décentralisé du ministère de la Culture. En clair, c'est le ministère de la Culture en région placé sous l'autorité du Préfet de Région. Les Drac sont nommés par le ministre après avis du Préfet de région et travaillent au quotidien sous l'autorité du Préfet de région. Nous agissons en tant que service régional avec tous les Préfets des départements sur toute l'Occitanie.

Quels sont vos moyens en Occitanie ?

Nos moyens sont de deux natures. Des moyens humains tout d'abord dans tous les champs d'action du ministère de la Culture comme le patrimoine, le livre et la lecture, le théâtre, les spectacles vivants, etc. avec des équipes spécialisées. Pour l'Occitanie c'est 257 agents répartis

entre le siège de Montpellier, sur le site de Toulouse mais aussi dans les treize départements comme avec les architectes des bâtiments de France par exemple. Cette proximité est essentielle car plus de la moitié du temps de travail de nos agents se passe sur le terrain car nous recensons 4 900 monuments inscrits ou classés au titre de la protection des monuments. L'Occitanie est la deuxième région de France en nombre de monuments classés. Ces moyens humains s'accompagnent de moyens financiers sous forme de crédits déconcentrés auprès du Préfet de région. Nous disposons notamment de marges de manœuvre importantes pour la vie culturelle des territoires en lien avec les orientations de la ministre. Notre enjeu est de garantir une égalité d'accès aux ressources culturelles de notre région pour tous les habitants.

Combien de festivals soutenez-vous



Laurent Roturier, directeur régional des affaires culturelles d'Occitanie. /DDM Michel Labonne

dans la région ?

Nous recensons plus de 200 festivals en Occitanie. Le ministère s'est recentré sur les festivals de cinéma et quelques festivals qui sont présents tout au long de l'année. Nous en soutenons une vingtaine.

Quel bilan tirez-vous des journées du patrimoine en Occitanie ?

Nous aurons accueilli plus d'un million de visiteurs dans la région dans plus de 2 400 sites dont 250 nouvelles ouvertures. Notre région est exceptionnelle avec plus de 20 % des sites Unesco français sur son territoire avec Albi, le Canal du Midi, Gavarnie, le pont du Gard...

Quelle est notre marque culturelle ?

L'Occitanie est un livre ouvert sur l'humanité : de Tautavel à la grotte de Bruniquel de Néandertal. Cette région a toujours été une terre de passage, jusqu'aux réfugiés espagnols, riche de cultures.

ASPET

Des projets pour la sauvegarde du Chucaou

L'association Catherine de Coaraze a tenu son assemblée d'été. Cette association dont Jacques Ducos président a pour objectif la promotion du canton d'Aspet, sous tous ses aspects, historiquement elle illustre le passé de la baronnie d'Aspet. Elle organise des expositions, publie des ouvrages, un bulletin d'information sur ses activités, son site internet contient des notices sur chacune des communes du canton. La tour Chucaou chère aux aspétois fait partie des édifices qui participe largement au cachet de la ville. «Enfants, il nous a tous fait fantasmer. Nous avons imaginé des tunnels, des passages secrets...» déclare ému un enfant du pays. Cette tour au dessus de la chapelle de Miégécoste est devenue accessible depuis plusieurs années grâce à la commune qui a aménagé un sentier balisé depuis la place du Général Bares. Ce sentier est aujourd'hui entretenu par la communauté des communes et nombreux sont les promeneurs qui ont pu en apprécier tout le charme. La nouvelle communauté de communes Cagire-Garonne-Salat, a été alertée, au nom de l'association sur les risques de chutes de pierres autour de la



La tour du Chucaou au-dessus de la chapelle Miégécoste est dissimulée peu à peu par la végétation. On la distingue mieux en hiver./Photo DDM Jal

tour. Aujourd'hui, des panneaux avertissent les visiteurs des dangers encourus, surtout du fait que le chemin balisé passe tout contre les murs de la tour. C'est un point positif. Mais l'essentiel reste à faire. Il se trouve que la tour elle-même reste peu visible en période estivale à cause d'une végétation envahissante. la

difficulté étant que la tour est sur un terrain privé, ainsi que les parcelles mitoyennes. Une coopération est donc indispensable avec les propriétaires concernés pour dégager de la végétation. L'association a fait procéder à une étude par un technicien de la forêt, Nathanaël Roussel qui a diagnostiqué ce qui est souhaitable et

techniquement réalisable. Certains propriétaires présents ont d'ailleurs donné verbalement leur accord. Une participation financière de l'association a été votée pour l'établissement d'un diagnostic. Il serait dommage que l'un des éléments phare du patrimoine aspétois sombre progressivement dans l'oubli.

SAINT-GAUDENS/ASPET

La Poste ferme ses portes et manifeste sa colère

Le préavis de grève déposé par les facteurs de la poste d'Aspet prend acte aujourd'hui. Le courrier ne sera donc pas distribué dans les boîtes aux lettres de la commune et les grilles du bureau de poste resteront closes. Les employés iront manifester leur mécontentement et leur crainte de voir un jour le bureau d'Aspet être contraint de fermer définitivement ses portes.

« À Aspet, les facteurs vont perdre une part importante du travail interne au bureau. Les conséquences immédiates sont des suppressions de postes, donc des tournées plus longues et une distribution de plus en plus tardive », expliquent les responsables CGT. C'est à Saint-Gaudens, devant le bureau de poste de la ville, qu'ils iront manifester. C'est en effet de ce bureau que leur agence dépend et où un certain nombre de tâches pourrait être transféré.

« À St Gaudens, les facteurs vont récupérer les travaux internes d'Aspet, sans moyen supplémentaire. Souvenez-vous, les facteurs de Saint



Le bureau de La Poste restera fermé aujourd'hui./JPCI.

Gaudens se sont massivement mobilisés, durant 10 jours, en juin 2015, afin de s'opposer fermement au dernier projet de réorganisation qui a déjà dégradé la qualité du service public postal et leurs conditions de travail. La prochaine restructuration aura des conséquences encore plus importantes pour les facteurs et les usagers », poursuit la CGT. Il y a une dizaine de jours, dans

nos colonnes, la direction régionale de la Poste, indiquait qu'aucune décision définitive n'a été prise : « À Aspet, la Poste reste bien présente. Nous réfléchissons actuellement, dans le respect du dialogue social, à la mise en place d'ici la fin de l'année du dispositif facteur-guichetier au sein du bureau de poste. Dans ce cadre, le facteur-guichetier assure sa tournée une partie de

la journée et accueille les clients l'autre partie de la journée. Le facteur continue d'assurer sa mission de service public de distribution du courrier et des colis 6 jours sur 7 et que le bureau de poste reste ouvert comme à l'accoutumée 30 heures par semaine ».

Une décision devrait être prise mi-novembre. Mais la manifestation pourrait accélérer les choses.

CENTRE BOURGS DE HAUTE-GARONNE > en zone blanche pour la téléphonie. Il s'agit d'Antichan de Frontignes, Bax, Caubous, Encausse-les-Thermes, Frontignan de Comminges, Herran, Latoue, Montberaud, Payssous et Saint-Pé-d'Ardet. Il y est très difficile voire impossible d'y téléphoner avec un mobile, quel que soit l'opérateur.

« Nous remplaçons plus d'une centaine d'antennes 2G-3G par des antennes 3G-4G en Haute-Garonne ».

Guillaume **Fauré**, directeur des relations régionales Sud-Ouest du groupe SFR



Dix villages de Haute-Garonne sont reconnus officiellement « zones blanches » sans téléphone mobile. Huit vont faire l'objet d'une couverture d'ici fin 2018. /DDM illustration

ENCAUSSE : 722 HABITANTS SANS MOBILE

Le village d'Encausse-les-Thermes a deux défauts : il se trouve en zone de montagne, et dans une cuvette. Pour la réception des ondes de téléphonie mobile, ce n'est pas l'idéal. Ce bourg de 722 habitants, situé à 10 km au sud de Saint-Gaudens, fait partie des 10 centres bourg recensés par l'État en tant que « zone blanche » de téléphonie mobile. Tests à l'appui : plus de 50 % des appels passés dans un rayon de 500 m autour de la mairie, quel que soit l'opérateur, se terminent par un échec. Seule une partie du village, orienté vers le bourg voisin de Soueich, capte « un petit peu mieux », explique-t-on à la mairie. Le village commingeois est classé en zone blanche pour la télévision, c'est aussi le désert pour la téléphonie mobile et

le réseau 4G reste toujours aux abonnés absents. Le réseau internet ne suit pas non plus... La pharmacie du village a par exemple été privée d'internet pendant 10 jours, en plein mois d'août. « Pour nous, la conséquence est grave, pas de téléphone, pas de transmission aux caisses maladies, donc pas de paiement, pas de commande aux fournisseurs, pas de possibilité d'interroger les droits des patients ou les stocks des grossistes », explique Virginie, la pharmacienne.

Le député-maire : « Macron avait promis, mais on ne voit rien venir »

Le maire du village, qui n'est autre que Joël Aviragnet, député (PS) de la 8e circonscription de Haute-Garonne, fait le maximum

pour que le pylône promis par l'État soit implanté dans les mois qui viennent. « Il y a de nombreux mois, j'ai alerté le ministre de l'Économie, qui n'était autre qu'Emmanuel Macron, sur la persistance de ces zones blanches. J'ai mis en avant qu'à Encausse, se trouve le seul Centre national en zone rurale de France (Pronomades, consacré aux arts de la rue). Et on ne capte pas ! Le ministre avait promis des avancées, mais pour l'instant nous ne voyons rien venir. Je sais que le Département a engagé des actions et y travaille activement, mais pour l'instant les habitants et les entreprises de la commune souffrent au jour le jour de cet enclavement numérique. »

C. Dm.

« DES TRAVAUX POUR INSTALLER DES INFRASTRUCTURES PASSIVES »

Il reste huit zones blanches de téléphonie mobile en Haute-Garonne. Qu'est ce qui est prévu pour y remédier ? Et à quelle échéance ?



Annie **Vieu**, vice-présidente du conseil départemental en charge du numérique, présidente de Haute-Garonne Numérique

L'État a lancé en 2016 un appel à projets « zones blanches-centre bourgs » auquel le conseil départemental de la Haute-Garonne (via Haute-Garonne Numérique) a répondu avec les conseils départementaux des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Orientales et le syndicat audois de l'Énergie et du Numérique (SYADEN). Cette coopération entre collectivités est en charge de la maîtrise d'ouvrage des travaux pour les 8 communes concernées*. Les travaux, qui commenceront fin septembre et se termineront à l'été 2018, consisteront à installer les infrastructures « passives » (chemin d'accès, électricité, pylônes...) pour permettre aux opérateurs de téléphonie mobile d'installer les antennes pour développer le réseau mobile. Cette opération représente un montant de 1,5M€, dont 400 000 euros pour le conseil départemental de la Haute-Garonne. **Le conseil départemental agit-il également pour le développement de l'internet haut débit ?**

Oui, le conseil départemental a adopté en janvier 2014 un Schéma Départemental d'Aménagement Numérique qui prévoit de couvrir l'ensemble du territoire haut-garonnais en Très Haut Débit à l'horizon 2030, soit 500 communes et plus de 500 000 habitants, pour un investissement global de 500 M€. Pour répondre à l'urgence de certains territoires, une première phase a été engagée afin d'améliorer la qualité du débit jusqu'à 100 Mbit/s d'ici à 2020, pour 265 000 accès à internet dans 549 communes du département qui ne disposent pas d'un débit suffisant.

Le développement va-t-il se faire grâce à la fibre optique ?

Oui mais pas seulement. Pour parer à l'urgence, nous avons choisi de mixer trois technologies : la montée en débit radio via la 4G fixe, la montée en débit DSL et la fibre optique jusqu'à l'abonné. D'ici 2018, 97 chantiers de montée en débit Radio ainsi que 55 chantiers pour la montée en débit DSL seront menés permettant d'équiper 90 000 habitants pour un investissement total d'environ 12 M€. Ces premiers travaux permettront d'assurer un haut débit de qualité en attendant le déploiement de la fibre optique en 2018.

Recueilli par C. Dm.

* Herran, Latoue, Payssous, Montberaud, Saint-Pé-d'Ardet, Antichan de Comminges, Frontignan de Comminges et Caubous.

écoles

A la récré, les fruits sont gratuits

l'essentiel ▼ Peu utilisée dans les départements midi-pyrénéens d'Occitanie, l'opération des « fruits de la récré » financée par l'Union Européenne redémarre. Mais y aura-t-il des emplois aidés pour la distribution ?

Sur les cinq fruits et légumes qu'il est recommandé de manger chaque jour, l'Union Européenne en offre un à tous les scolaires. Bonne idée, quand la fringale se manifeste en milieu d'après-midi. Lancée en 2008, cette opération baptisée « Un fruit pour la récré » est renforcée cette année avec le paiement des fruits distribués qui passe de 76 % à 100 %. Comportant également le paiement d'actions pédagogiques, le budget prévu pour la France passe de 15 à 18 millions d'euros pour l'année. Cette hausse n'est pourtant pas due au succès de l'opération, puisque notre pays ne « consomme » que 10 % des crédits prévus.

Fruits gratuits cherchent emplois aidés

Action de santé avec des produits dont les vertus alimentaires ont été démontrées, le « fruit pour la récré » intervient aussi en soutien des producteurs. Avec un million de scolaires de la maternelle au lycée en Occitanie, c'est autant de nouveaux consommateurs à séduire. Or sur les 5 700 établissements scolaires de la région, à peine plus de 800 y



Distribution de clémentines l'an dernier dans une école du Grand Narbonne. /Photo 30Bis

participent, et en majorité du côté Languedoc-Roussillon. Exemple dans l'Aude, où la chambre d'agriculture et l'association Cultiv'11 accompagnent les écoles et collectivités dans cette mise en

place. « 8 000 élèves en reçoivent dans le département, l'idéal c'est quatre fois par semaine, explique Elodie Sabatier, qui anime l'opération à la chambre d'agriculture, on commande les fruits, en priorité de la région, auprès de trois grossistes locaux, actuellement ils ont

Le budget France de l'opération passe de 15 à 18 millions d'€.

pommes, raisins, pêches et figes. » Plus au sud, plus de 28 000 élèves des Pyrénées-Orientales croquent un fruit à la récré, alors qu'ils ne sont que 6 300 en Haute-Garonne.

À l'usage, l'intervenante de l'Aude remarque que l'opération fonctionne « lorsqu'il y a une volonté commune des enseignants, élus, parents et personnelle ». Les produits et la livraison sont pris en charge, de même qu'une action pédagogique trimestrielle, visite d'exploitation, invi-

tation de spécialistes, etc.

À la demande d'agrément à formuler auprès de FranceAgriMer, soit par l'école, soit par la mairie (idéalement une communauté de communes comme l'a fait le grand Narbonne) s'ajoute la distribution. Il s'agit de trouver le lieu et le moment dans la journée scolaire, ainsi que la personne qui s'y consacre. Là est le pépin : généralement dévolue aux emplois aidés rayés d'un trait des effectifs de nombreux établissements, à qui sera affectée la distribution de la récré ?

Pierre Mathieu

LA FRANCE DERNIÈRE

Depuis la création du « fruit de la récré » en 2008, la France a peu utilisé ce dispositif auquel l'Union européenne attribue 150 millions d'euros par an. D'après le groupement Interfel, le pays est avec les Pays-Bas parmi les derniers de la classe, n'utilisant que 10 % de la dotation, le peloton de tête étant composé de Hongrie, Autriche, Luxembourg, Malte, Bulgarie, Pologne, Allemagne, etc, visiblement plus gourmands de fruits pour leurs enfants.

Ariège

Commando ours : la justice ouvre une enquête

l'essentielle

Le procureur de la République de Foix a ouvert une enquête préliminaire après la diffusion d'une vidéo où 25 personnes masquées et armées annoncent « l'ouverture de la chasse à l'ours » et « une résistance active aux agents de l'État ».

La vidéo d'un groupe de 25 personnes masquées et armées de fusils de chasse annonçant l'ouverture « de la chasse à l'ours » et « une résistance active aux agents de l'État » (notre édition du 15 septembre), transmise à plusieurs médias ariégeois, a fait le buzz sur internet. Elle n'est pas du goût de la préfète de l'Ariège Marie Lajus qui dénonce « une dérive pathétique dans la violence et l'illégalité. Cette simagrée d'organisation terroriste, s'il ne s'agit pas d'un canular, porte préjudice à tous ceux qui défendent le développement des territoires ruraux et de montagne. »

De son côté, Karline Bouisset, procureur de la République, a ouvert une enquête préliminaire pour « participation armée à un attroupement par une personne dissimulant son visage afin de ne



L'ours enflamme plus que jamais le débat. / Image capteur photo DR

pas être identifiée. »

« Je prends l'affaire au sérieux. J'ouvre une enquête pour déterminer si ce groupe est réel. Si c'est le cas, il y aura une réponse pénale » assure le procureur de la République. La vidéo lui paraît, dans tous les cas, « disproportionnée et inquiétante. On ne peut pas se permettre une telle mise en scène » poursuit Karline Bouisset qui a adressé une réquisition judiciaire à La Dépêche du Midi.

C'est la brigade de recherche de la compagnie de gendarmerie de Saint-Girons qui a été chargée de l'enquête.

Les gendarmes devront détermi-

ner s'il s'agit d'un canular (toujours possible) ou l'expression d'une forme de défiance dans un climat très tendu autour des ours et de leurs prédations.

« Aujourd'hui, face à l'agression, les demoiselles sont de retour. [...] Nous avons décidé de réouvrir la chasse à l'ours en Ariège et de mener une résistance active face aux agents de l'État » dit la voix Off qui lit un texte sur les images. La vidéo se termine par deux coups de feu. Il semblerait que les images n'ont pas été détournées et concernent bien des Ariégeois. La diffusion de la vidéo provoque de très nombreuses réactions.

LOUP : OBJECTIF ZÉRO ATTAQUE

En visite en Aveyron, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, a assuré hier vouloir tendre vers un objectif « zéro attaque » de loups contre les élevages dans le cadre d'un nouveau « plan Loup », mais sans préciser les moyens à mettre en place.

« Dans quelques semaines nous allons nous mettre autour de la table pour travailler sur ce plan loup pluriannuel » 2018-2022, a déclaré le ministre, qui visitait un élevage de 750 brebis à Cornus, sur le plateau du Larzac.

« Rien de glorieux, que des braconniers » pointe Férus qui dénonce « des provocations graves, illégales et porteuses de dérives bien plus inquiétants. »

« Adet, pays de l'Ours » lance une campagne sur le thème « Nicolas (Hulot) Faut rien lâcher sauf des ours dans les Pyrénées. »

De son côté, l'ASPAP propose de créer une zone à ours dans les Pyrénées centrales pour les contenir, à l'instar de ce qui se fait en Italie ou en Espagne. Le débat, lui, divise plus que jamais.